

MARCHE DE PRESTATION INTELLECTUELLE

Cahier des Clauses Administratives Particulières

2025-PNR-22

DEFINITION D'UN SYSTEME D'INFORMATION PARTAGE POUR LA GESTION/RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS TERRESTRES A LA REUNION

Pouvoir adjudicateur :

Parc National de la Réunion

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHE	4
1.1 Le Pouvoir adjudicateur	4
1.2 Le Titulaire.....	4
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES	4
2.1 Objet du marché	4
2.2 Allotissement	5
2.3 Forme du marché	5
ARTICLE 3. DUREE	5
3.1 Durée du marché.....	5
3.2 Délais d'exécution.....	5
ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	5
ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	6
6.1 Forme des prix.....	6
6.2 Contenu des prix	6
6.3 Avance	6
6.4 Acompte	7
ARTICLE 7. MODALITES DE FACTURATION	7
ARTICLE 8. DELAIS DE REGLEMENT	7
ARTICLE 9. PENALITES	7
9.1 Pénalités de retard	8
ARTICLE 10.ADMISSION ET RESULTATS.....	8
10.1 Admission des documents.....	8
10.2 Achèvement de la mission.....	8
10.3 Résultats	8
ARTICLE 11.ASSURANCES ET OBLIGATION ADMINISTRATIVES	8
11.1 Responsabilité.....	8
11.2 Autres obligations administratives	9
11.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET CONFIDENTIALITE	9
11.4 Unité monétaire et langue	9
ARTICLE 12.MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	9
ARTICLE 13.FORCE MAJEURE.....	10
ARTICLE 14.RÉSILIATION.....	10
ARTICLE 15.PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
ARTICLE 16.LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE	12
ARTICLE 17.PERSONNEL – RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE	13
	2

ARTICLE 18.DROITS ET HEBERGEMENT DES DONNEES	13
ARTICLE 19.DROIT APPLICABLE	14
ARTICLE 20.REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	14
ARTICLE 21.ELECTION DE DOMICILE	14
ARTICLE 22.REGLEMENT DES DIFFERENDS	15
ARTICLE 23.LITIGE.....	15
ARTICLE 24.NULLITE D'UNE CLAUSE	15
ARTICLE 25.DEROGATIONS AU CCAG.....	15

ARTICLE 1. PARTIES AU MARCHÉ

1.1 Le Pouvoir adjudicateur

Le Parc national de La Réunion, ci-après désigné par le « Pouvoir adjudicateur », est en charge de la consultation destinée à la conclusion d'un Marché avec le Titulaire, conformément à la réglementation du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Monsieur Jean-Philippe Delorme, Directeur du Parc national de La Réunion.

Coordonnées :

Parc national de La Réunion

258 rue de la République – 97431 – La Plaine des Palmistes

Tél : 02 62 90 11 35

1.2 Le Titulaire

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du contrat. Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur dès la notification du marché et à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'un système d'information partagé pour la gestion/restauration des milieux naturels terrestres à la Réunion.

Le présent marché est scindé en deux phases et porte sur la réalisation des prestations suivantes :

- **Phase 1 : Etat des lieux et définition du système d'information partagé qui se compose ainsi :**
 - Identification des parties prenantes potentielles, recensement des informations disponibles, recensement des besoins et intérêt pour la démarche.
 - Définition du système d'information partagé.

- **Phase 2 : Définition technique de mise en œuvre du système d'information.**

La description détaillée des prestations attendues et leurs spécifications techniques est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

La ou les classification(s) principale(s) et complémentaire(s) conforme(s) au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est ou sont :

72253200-5 Services d'assistance relatives aux systèmes

72261000-2 Services d'assistance relative aux logiciels

79933000-3 Services d'assistance à la conception

2.2 Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-10 et L. 2113-11, le présent marché n'est pas alloti. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

ARTICLE 3. DUREE

3.1 Durée du marché

Le présent marché entrera en vigueur à compter sa notification pour une durée de dix-huit (18) mois.

3.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations court à compter de sa notification et se décompose ainsi :

- Pour la phase 1 : le délai d'exécution est de 6 mois à compter de la notification du marché.
- Pour la phase 2 : le délai d'exécution est de 3 mois à compter de la notification de l'Ordre de Service.

La phase 2 sera, obligatoirement, déclenchée par Ordre de Service une fois la phase 1 validée par le Comité de pilotage.

ARTICLE 4. LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Le prestataire exécutera la mission majoritairement dans ses locaux. Il pourra également être amené à se déplacer au siège du Parc national de La Réunion, au CIRAD et auprès des partenaires.

ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont indiquées, par ordre de priorité décroissante, les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- La Décomposition des prix globale et forfaitaire,
- Le calendrier des prestations proposé par le titulaire ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (*)

(*) Ces documents techniques « généraux » ne sont pas annexés à la présente consultation mais sont réputés connus des professionnels qui décideraient de soumettre une offre.

Les exemplaires conservés par le Parc National de la Réunion font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 6. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6.1 Forme des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché.

6.2 Contenu des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire en euros hors taxes.

Les prix du marché sont hors TVA, sauf mention dans l'acte d'engagement, et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché, notamment, réunions techniques, visites, comités de pilotage.

En complément de l'article **10.1.3 du CCAG PI**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- **En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- **En cas de sous-traitance** les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

6.3 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant total du marché.

6.4 Acompte

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

ARTICLE 7. MODALITES DE FACTURATION

Après vérification du service fait, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de paiement.

Le demande de paiement (facture afférente aux prestations réalisées) est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- Le numéro de marché : 2025_PNR_22
- Le N° SIRET du Parc national de La Réunion

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le détail de la facturation
- La référence du marché
- La date de notification du marché
- Le numéro d'engagement juridique CHORUS
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ;
- Le prix total HT et le prix total TTC.

Le cas échéant, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, mandataire ou cotraitant.

ARTICLE 8. DELAIS DE REGLEMENT

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

En cas de versement d'intérêts moratoires, le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

ARTICLE 9. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

9.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas de dépassement du délai contractuel, le Titulaire encourt une pénalité de 40 € HT, par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités de retard est déduit des factures envoyées par le Titulaire.

ARTICLE 10. ADMISSION ET RESULTATS

10.1 Admission des documents

L'acheteur ou son représentant procèdera à la réception des documents produits par le titulaire : dans un délai de deux mois à compter de la date de remise de ces documents au pouvoir adjudicateur ou son représentant, conformément à l'article 28.2 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures de la vérification des documents remis pour acceptation.

L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut acceptation des documents.

10.2 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

10.3 Résultats

Il sera fait application de l'article 35 du CCAG PI.

Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

En cas de résultats protégés il sera fait application des articles 31.2.1 et 31.2.2. Les droits seront ainsi cédés à l'acheteur.

ARTICLE 11. ASSURANCES ET OBLIGATION ADMINISTRATIVES

11.1 Responsabilité

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-PI.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

11.2 Autres obligations administratives

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois :

- Une attestation de fourniture de déclaration sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- Les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales. Le titulaire transmet les attestations par courriel à l'adresse suivante, et ce jusqu'à l'expiration du contrat en cours : marchés.publics@reunion-parcnational.fr. Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET CONFIDENTIALITE

Le Titulaire fournit les prestations dans le strict respect des exigences de qualité décrites dans les documents du marché.

Obligation de conseil :

Le titulaire a un devoir permanent de conseil, de mise en garde ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Obligation d'information :

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du contrat.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

11.4 Unité monétaire et langue

Le présent marché est conclu en euro.

Les documents constituant, et/ ou accompagnant la candidature ou l'offre devront être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 12. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un ou plusieurs marchés de prestations similaires sans publicité, ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 13. FORCE MAJEURE

Les Parties ne pourront être tenues responsables d'un manquement à l'une quelconque de leurs obligations au titre du présent marché qui résulterait de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par la loi et la jurisprudence.

Dans la mesure où de telles circonstances se poursuivraient pendant une durée supérieure à un (1) mois calendaire, les Parties conviennent d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs.

Si aucun accord n'était possible, chaque Partie serait en droit de résilier le marché, sous réserve du respect d'un préavis de quinze (15) jours, sans dommages et intérêts, sur simple notification écrite adressée à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Au jour de prise d'effet de la résiliation, les sommes d'ores et déjà encaissées par le Titulaire lui resteront acquises. De la même manière, les sommes correspondantes aux factures émises, mais non payées, seront dues au Titulaire.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

Cas particulier lié à la phase 2 du présent marché :

Il est fait application de l'article 22 du CCAG PI pour les deux phases du marché, l'article dispose que « lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- Les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- Chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché. »

Il est précisé au futur titulaire du présent marché que les deux phases sont interdépendantes, autrement dit la définition technique de mise en œuvre du système d'information ne peut être réalisée sans les résultats de la phase 1. L'aboutissement de la phase 1 est donc indispensable à l'exécution de la phase 2. Dès lors, si la phase 1 n'est pas concluante, la phase 2 sera réputée caduque. La caducité du marché ne donne lieu à aucune indemnité.

Cas général aux deux phases :

Il est fait application des articles 38 à 42 du CCAG PI et des dispositions suivantes.

Le Pouvoir adjudicateur peut aussi prendre la décision de résilier le marché aux torts du Titulaire :

- En cas de non-respect répétitifs des dispositions contractuelles et des délais de livraison des livrables. Dans ce cas, le titulaire ne pourra pas prétendre à une indemnité.
- En cas de contravention à l'article D 8222-5 du code du travail. Dans ce dernier cas, une mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai fixé par le Pouvoir adjudicateur. A défaut d'indication de délai, le Titulaire défaillant dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Si la mise en demeure reste infructueuse, le marché pourra

être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire percevra une indemnité correspondant à 5% du montant total du marché.

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché en cours du marché à l'issue de la phase 1 sans formalité autres que la notification de l'arrêt. Cette résiliation ne donne aucun droit à indemnité au titulaire.

ARTICLE 15. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominative, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le POUVOIR ADJUDICATEUR, afin de se conformer aux règles nouvelles, s'imposent au TITULAIRE du présent marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au POUVOIR ADJUDICATEUR d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra procéder au stockage, au traitement et à l'utilisation des données à caractère personnel du Titulaire pour les besoins de la procédure de passation et du présent marché.

Les données pourront être communiquées ou rendues accessibles par le Pouvoir Adjudicateur en interne et, sur requête, aux autorités judiciaires et administratives compétentes. Ces données seront également accessibles aux éventuels prestataires/ sous-traitants externes auxquels le Pouvoir Adjudicateur pourrait avoir recours, notamment dans le cadre de prestations informatiques. Ces prestataires/sous-traitants agissent selon les instructions du Pouvoir Adjudicateur et sont tenus de mettre en œuvre des mesures de protection appropriées de ces données à caractère personnel.

Les données du Titulaire ne seront pas transférées en dehors de l'Union Européenne.

Les données seront conservées pour la durée de la relation avec le Titulaire, augmentée des durées de prescription applicables.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, le Titulaire dispose :

- D'un droit d'accès, de rectification et de portabilité des informations les concernant ;
- D'un droit de limitation, d'effacement et d'opposition au traitement de leurs données ;
- De la possibilité de transmettre au Pouvoir Adjudicateur des directives afin d'organiser le sort des données les concernant (conservation, effacement, communication à un tiers, etc.) en cas de décès.

Toutefois, l'opposition du Titulaire peut, en pratique et selon les cas, avoir une incidence ou rendre impossible la prise en compte de certaines demandes ou l'exécution de certains droits dans le cadre de la présente disposition.

Le Titulaire dispose également d'un droit de recours auprès d'une autorité nationale de contrôle telle que la CNIL en cas de violation de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et notamment du Règlement européen n°2016-679.

Le Titulaire s'engage à informer ses associés, représentants, salariés et préposés éventuels des droits dont ils disposent en vertu de la présente clause.

Dans le cadre de la remise de documents comportant des données à caractère personnel par les soumissionnaires (ex : CV...), ceux-ci peuvent en obtenir la restitution ou effectuer des modifications, auprès du POUVOIR ADJUDICATEUR, sur demande expresse du soumissionnaire, après signature du marché.

ARTICLE 16. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

L'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique prévoit que les sociétés appartenant à un groupe de sociétés dont la société mère a son siège social en France, dont l'effectif comprend au moins cinq cents salariés et dont le chiffre d'affaires consolidé est supérieur à 100 millions d'euros, sont tenues notamment de mettre en œuvre des procédures d'évaluation de la situation des fournisseurs, fournisseurs de premier rang et intermédiaires au regard de la cartographie des risques d'exposition des sociétés du groupe à des sollicitations externes aux fins de corruption.

Dans ce contexte il est précisé que le titulaire du marché :

- S'engage à respecter les lois et règlements qui lui sont applicables et, sur demande, à communiquer tout justificatif de la mise en place de toute procédure prescrite par les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence qui lui sont applicables de même que toute autre information que le Parc pourrait raisonnablement réclamer pour vérifier le respect de ces lois et règlements par le titulaire.

- S'engage à coopérer pour les fins de toute enquête de l'Agence française anticorruption ou de toute autre autorité enquêtant sur des faits de corruption ou de trafic d'influence »

- S'engage à permettre au Pouvoir Adjudicateur de, à condition d'en avoir informé le titulaire avec un préavis minimum de cinq (5) jours, procéder éventuellement avec l'assistance d'un tiers à un audit, afin notamment de vérifier le respect par ce dernier de ses obligations en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence.

Dans le cadre de l'audit, le titulaire s'engage notamment à permettre l'accès à ses locaux à tout auditeur désigné par le Pouvoir Adjudicateur, à collaborer de bonne foi avec le ou les auditeur(s) et à leur fournir l'ensemble des renseignements et informations demandés et nécessaires au bon déroulement de l'audit.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à ce que les opérations d'audit ne perturbent pas l'organisation ou les équipes du titulaire, au-delà des contraintes inhérentes au bon déroulement des procédures d'audit.

Dans l'hypothèse où le résultat de l'audit révélerait un ou plusieurs manquement(s) en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence le titulaire s'engage alors à mettre en place sans délai et à ses frais les mesures nécessaires afin de corriger les manquements ou non-conformités révélés par l'audit et à rembourser le Pouvoir Adjudicateur des frais engagés par ce dernier au titre de l'audit ».

A la demande du Pouvoir Adjudicateur, le titulaire s'engage à remettre dans un délai de 5 jours suivant la notification de la demande, un questionnaire relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le titulaire s'engage sur l'exactitude des informations contenue dans le questionnaire.

ARTICLE 17. PERSONNEL – RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE

Le Titulaire certifie et atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés qualifiés et employés conformément aux articles L.3243-1 et suivants du Code de Travail et dans le respect des dispositions des articles L 8221-1 et L 8221-2 du même Code.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Code du travail et notamment l'article L.8231-1 et suivants du Code du Travail.

Le Titulaire déclare être indépendant du Pouvoir adjudicateur et assumer seul sa responsabilité d'employeur à l'égard de ses salariés.

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre les conséquences pécuniaires de toute action ou réclamation provenant de tiers, et notamment des administrations, du fait du non-respect par le Titulaire des obligations mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 18. DROITS ET HEBERGEMENT DES DONNEES

Conformément à l'article 35 du CCAG PI, le prestataire cédera à titre exclusif les droits de reproduction et de représentation attachés aux réalisations au Parc national de La Réunion. Les droits de propriété intellectuelle, que ce soient des droits de reproduction et de représentation des éléments graphiques appartiendront de plein droit au Parc national de La Réunion pour leurs publications, de diffusions de valorisation de l'ensemble des résultats et sur tous les supports connus et à venir.

Durant la totalité du projet, les données devront être hébergées, analysées sur des serveurs situés en Union Européenne. Une fois le projet terminé, les données devront être intégralement effacées de ces serveurs de travail et versées sur des serveurs hébergés à La Réunion.

Les données nominatives collectées notamment dans la phase 1 Etat des lieux et définition du système d'information partagé (coordonnées des acteurs privés ou publics) devront être anonymisées en respectant la réglementation en vigueur (RGPD).

Il est fait strictement application de l'article 35.2.3 du CCAG-PI « les données intégrées ou générés dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur ».

En l'occurrence, toutes les données liées au présent marché sont confidentielles et sont la propriété exclusive du Parc national de la Réunion. Elles ne peuvent être reproduites de quelque manière que ce soit, sans l'autorisation préalable et expresse du Parc national de La Réunion.

ARTICLE 19. DROIT APPLICABLE

De convention expresse entre les Parties, le présent marché est soumis au droit français, à l'exclusion de toute autre législation.

ARTICLE 20. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Parc par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'établissement adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 21. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués en tête du présent document.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que sept jours après lui avoir été dûment notifiée.

ARTICLE 22. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le Comité consultatif interrégional de règlement des différends de Paris¹ et/ou la médiation des entreprises (DIECCTE).

ARTICLE 23. LITIGE

Tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent accord-cadre sera soumis au tribunal administratif de la Réunion exclusivement compétent, y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Saint Denis
27 rue Félix Guyon
CS 61107
97404 Saint Denis Cedex.
Tél : 02.62.93.43.60
Courriel : greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché ;
- * Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution ;
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

ARTICLE 24. NULLITE D'UNE CLAUSE

L'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre œuvre une stipulation de l'accord-cadre ou du marché n'affectera aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre des autres stipulations de l'accord-cadre, qui continueront de trouver application.

Toutefois, les Parties négocieront de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

ARTICLE 25. DEROGATIONS AU CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG
5	4.1
9	14.1.1 et 14.1.3
10.1	28.5